



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
See herein for bid submission
instructions/

Voir la présente pour les
instructions sur la présentation
d'une soumission

NA
British Columbia

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Title - Sujet CCGS J.P. Tully - HVAC System NGCC J.P. Tully Systeme CVCA	
Solicitation No. - N° de l'invitation F1782-21C020/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client F1782-21C020	Date 2021-11-12
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$XLV-176-8293	
File No. - N° de dossier XLV-1-44048 (176)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Pacific Standard Time PST on - le 2021-12-03 Heure Normale du Pacifique HNP	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Godin, Andre	Buyer Id - Id de l'acheteur xlvl76
Telephone No. - N° de téléphone (250) 216-2504 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation - Solicitation No.

F1782-21C020/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F1782-21C020/

N° de la modif - Amd. No.

003

File No. - N° du dossier

XLV-1-44048

Id de l'acheteur - Buyer ID

XLV176

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

La modification à l'invitation à soumissionner vise à promulguer le changement suivant :

- 1) Addition des questions des fournisseur et réponses du Canada
- 2) Changements dans le contenu de base de l'invitation

L'invitation peut être trouvée modifiée dans son intégralité dans les pages suivantes

Questions des soumissionnaires et réponse du Canada

Numéro	Question des soumissionnaires	Réponses du Canada
1	<p>Nous avons examiné votre numéro de sollicitation F1782-21C020/A pour le système CVC à bord du NGCC J.P. Tully. Nous trouvons cette application très intéressante et nous avons la bonne expérience pour aider le NGCC dans ce projet. Cependant, nous ne sommes pas en mesure d'offrir une soumission conforme en raison des délais spécifiés dans les documents.</p> <p>L'invitation exige la livraison de la conception complète du nouveau système 6 semaines après l'attribution du contrat, puis se réserve 4 semaines pour approuver le système avant que le processus d'approvisionnement ne puisse commencer.</p> <p>L'appel d'offres demande ensuite la livraison de tout l'équipement d'ici le 31 mars 2022 (dans environ 20 semaines). Veuillez noter que la situation actuelle de la chaîne d'approvisionnement ne peut pas prendre en charge ce calendrier de livraison rapide pour les fournisseurs.</p> <p>Si le calendrier est reconsidéré, nous serions heureux de participer à ce processus de proposition.</p> <p>Veuillez nous informer si la date de livraison peut être révisée.</p>	<p>Le Canada a examiné les observations des fournisseurs et les perturbations réelles de la chaîne d'approvisionnement. Le calendrier des produits livrables de la demande de soumissions a été révisé en conséquence. Cependant, il ne peut pas être modifié en raison du besoin du programme de la Garde côtière canadienne. Nouvelle visite du site facultative offerte.</p>

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1 INTRODUCTION.....	5
1.2 SOMMAIRE	5
1.3 COMPTE RENDU	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	7
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	7
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	7
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	7
2.4 LOIS APPLICABLES	7
2.5 VISITE DU SITE FACULTATIVE.....	8
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	10
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	10
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	11
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	11
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION- - LE PRIX LE PLUS BAS PAR POINT	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	12
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	12
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	13
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	13
6.3 LISTE DES SOUS-TRAITANTS PROPOSÉS	13
6.4 CALENDRIER DE TRAVAIL ET RAPPORTS	13
6.5 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	13
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
7.1 BESOIN.....	14
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	14
7.3 DURÉE DU CONTRAT	15
7.5 PAIEMENT	17
7.7 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	19
7.8 LOIS APPLICABLES	19
7.10 CONTRAT DE DÉFENSE	19
7.11 RÉUNION	19
7.12 LISTE DES CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE ET DES SOUS-TRAITANTS	20
7.13 CALENDRIER DE PROJET	20
7.14. INSPECTION ET ACCEPTATION	20
7.15 SACC MANUAL CLAUSES	20
7.16 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	21
ANNEXE « A » BESOIN.....	22
ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT.....	33

N° de l'invitation - Solicitation No.

F1782-21C020/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F1782-21C020/

N° de la modif - Amd. No.

003

File No. - N° du dossier

XLV-1-44048

Id de l'acheteur - Buyer ID

XLV176

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE »C » EXIGENCE EN MATIÈRE D'ASSURANCES..... 35

**ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS - INSTRUMENTS DE PAIEMENT
ÉLECTRONIQUE 37**

ANNEXE « E » CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES..... 38

ANNEXE « F » EVALUATION FINANCIERE..... 44

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, les exigences en matière d'assurance.

1.2 Sommaire

La Garde côtière canadienne a un besoin de concevoir, fabriquer, de fournir et de livrer une unité de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA) des logements tel que spécifié pour remplacer le système existant conformément à l'annexe « A » - Besoin et livré au plus tard le 22 octobre , 2022.

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

Une visite des lieux facultative est associée à ce besoin. Voir la Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours

N° de l'invitation - Solicitation No.

F1782-21C020/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F1782-21C020/

N° de la modif - Amd. No.

003

File No. - N° du dossier

XLV-1-44048

Id de l'acheteur - Buyer ID

XLV176

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2020-05-08) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Unité de réception des soumissions de la région du Pacifique de TPSGC

Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal à l'adresse suivante :

TPSGC.RPRceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#), ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **cinq (5) jours civils** avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en **Colombie Britannique**, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Visite du site facultative

On recommande aux soumissionnaires de participer à l'inspection du navire.

Avec des protocoles étendus de santé et de sécurité en place, les visites des navires seront effectuées un soumissionnaire à la fois lors des rendez-vous prévus du 18 au 23 novembre 2021 pendant que le navire est à quai à Sidney, en Colombie-Britannique.

Les rendez-vous seront fixés selon le principe du « premier arrivé, premier servi ».

Trois (3) représentants d'un soumissionnaire au maximum, incluant les représentants de son sous-traitant, peuvent prendre part à une inspection planifiée. Les pratiques de distanciation physique doivent être suivies en tout temps conformément aux règlements et protocoles provinciaux et fédéraux et selon les directives des représentants du Canada. Veuillez noter que les participants peuvent être soumis à un test de dépistage des symptômes de la COVID-19. Tout participant qui présente des symptômes se verra refuser l'accès au site.

Tous les participants devront débarquer immédiatement du navire à la fin de la période accordée pour le rendez-vous et se rendre à la sortie désignée du site.

Les soumissionnaires doivent faire leur demande de rendez-vous par courriel à l'autorité contractante d'ici le 17 novembre 2021, à 11h59 (heure avancée du Pacifique), en indiquant le nom des participants prévus. Un rendez-vous sera alors fixé à l'intention du soumissionnaire, et celui-ci sera informé des exigences en matière d'équipement de protection individuelle et des détails logistiques.

En raison du mandat et des besoins opérationnels du navire, l'accès à celui-ci pourrait ne pas être possible au moment du rendez-vous fixé. Le Canada informera les participants inscrits d'une nouvelle date et d'une nouvelle heure pour tout rendez-vous reporté. Le soumissionnaire est responsable de toutes ses dépenses associées à la participation au rendez-vous, y compris les coûts associés au report de la visite sur place.

Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne se présenteront pas ou qui n'enverront pas de représentant, mais ils pourront tout de même présenter une soumission.

Le Canada ne fournira pas de réponses aux questions soulevées pendant les inspections qui pourraient être importantes pour l'appel d'offres ou pour les autres soumissionnaires. On invite les soumissionnaires à envoyer leurs questions par courriel à l'autorité contractante conformément à la section 2-3 (Demandes de renseignements - en période de soumission).

On pourrait demander aux participants de présenter une pièce d'identité valide avec photo émise par le gouvernement et de signer des feuilles de présence. Les participants doivent respecter l'ensemble des règlements, des instructions et des directives en vigueur sur les lieux et sur le navire.

Toute précision ou modification apportée à la demande de soumissions à la suite des rendez-vous sera incluse à titre de modification à la demande de soumissions.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.

- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier ne seront pas acceptées. L'offre doit être regroupée par section et séparée comme suit:

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

Le Besoin, Annexe A est entièrement obligatoire. La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à l'annexe «F» - Évaluation financière.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

- 4.1.2.1 Les réponses à la présente demande de propositions seront d'abord examinées pour déterminer leur conformité aux attestations obligatoires et aux tableaux de produits livrables qui figurent dans les parties 2 et 5.
- 4.1.2.2 La proposition technique du soumissionnaire sera ensuite examinée pour déterminer sa conformité avec les articles des spécifications techniques obligatoires. La proposition technique doit également inclure l'**annexe E** remplie avec la vérification que la soumission répond à tous les critères obligatoires mentionnés et comprend les références nécessaires. La proposition technique sera ensuite évaluée et des points seront attribués conformément aux critères cotés d'évaluation figurant à l'**annexe E**.

4.2 Méthode de sélection- - le prix le plus bas par point

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. répondre à toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - b. respecter tous les critères obligatoires;
 - c. obtenir la note minimale requise de **4 points** pour les critères d'évaluation techniques cotés. Une échelle de **20 points** est utilisée pour l'évaluation.
2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas par point sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Exemple :

Soumissionnaire conforme	Prix	Score soumissionnaire	Prix le plus bas par point
A	\$500	62	8.06
B	\$520	65	8.00
C	\$580	72	8.05
D	\$700	79	8.86
E	\$1500	98	15.30
Offre avec le cout par points le plus bas: B			

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Capacité financière

Clause du Guide des CUA A9033T. (2021-07-16) Capacité financière

6.3 Liste des sous-traitants proposés

Lorsque la soumission comprend le recours à des sous-traitants pour l'exécution des travaux, le soumissionnaire s'engage, à la demande de l'autorité contractante, à fournir une liste de tous les sous-traitants, y compris une description des articles à acheter, une description des travaux à exécuter et l'emplacement où ces travaux seront exécutés. La liste ne devrait pas comprendre l'achat d'articles et de logiciels du commerce, et des articles et du matériel standard fabriqués habituellement par les fabricants dans le cours normal de leurs affaires ou la fourniture des services connexes qui peuvent habituellement faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de l'exécution des travaux (p. ex. La sous-traitance évaluée à moins de 5000.00 \$.

6.4 Calendrier de travail et rapports

Avant l'attribution du contrat et dans un délai de quarante-huit heures à compter de la date de réception d'un avis écrit de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit présenter au Canada un (1) exemplaire de leur calendrier préliminaire de travail. Ce calendrier doit indiquer les dates de début et d'achèvement des travaux de la période de travail, y compris les dates d'échéance réalistes pour chacune des étapes importantes. Ce calendrier sera passé en revue avec le soumissionnaire lors de la réunion préliminaire.

Avant l'attribution du contrat et dans un délai de quarante-huit heures à compter de la date de réception d'un avis écrit de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir un exemple de document à partir de son système d'ordonnancement, comprenant un rapport d'étape typique, un rapport d'inspection et de contrôle de la qualité et un événement marquant de réseau.

6.5 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

La Garde côtière canadienne a un besoin de concevoir, fabriquer, de fournir et de livrer une unité de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA) de climatisation (CVC) des logements tel que spécifié pour remplacer le système existant conformément à l'annexe « A » - Besoin et livré au plus tard le 20 octobre 2022.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2030 \(2020-05-28\)](#), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

[2030 \(2020-05-28\)](#) est par la présente modifié pour ajouter les conditions suivantes

45 Code de conduite pour l'approvisionnement – contrat

46 Exigences contre le travail forcé

[2030 45 \(2016-04-04\)](#) Code de conduite pour l'approvisionnement – contrat

L'entrepreneur accepte de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et d'être lié par ses dispositions pendant la période du contrat.

[2030 46 \(2021-11-07\)](#) Exigences contre le travail forcé

1. L'entrepreneur déclare et garantit que les travaux ne sont pas extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé. Peu importe qui agit à titre d'importateur, l'entrepreneur ne doit pas, pendant l'exécution du contrat, livrer au Canada ou importer au Canada, directement ou indirectement, des travaux constituant des articles dont l'importation est interdite selon le paragraphe 136(1) du *Tarif des douanes* et le numéro tarifaire 9897.00.00 de l'[annexe du Tarif des douanes](#) (avec toutes ses modifications successives), parce qu'ils sont extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé.
2. Si un classement tarifaire est déterminé en vertu de la *Loi sur les douanes* et que l'importation de la totalité ou d'une partie des travaux est interdite, l'entrepreneur doit immédiatement en informer l'autorité contractante par écrit. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si la totalité ou une partie des travaux est classée dans le numéro tarifaire 9897.00.00 de l'[annexe du Tarif des douanes](#) comme étant extraite, fabriquée ou produite par du travail forcé. Si l'entrepreneur sait que les travaux, ou toute partie des travaux, font ou ont fait l'objet d'une enquête visant à déterminer s'ils sont interdits d'entrée en vertu du numéro tarifaire 9897.00.00, il doit immédiatement informer l'autorité contractante par écrit de cette enquête.
3. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, s'il a des motifs raisonnables de croire que les travaux ont été extraits, fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par du travail forcé ou sont liés à la traite des personnes. Ces motifs peuvent comprendre :
 - a. Constatations ou ordonnances ou ordonnances de refus de mainlevée du Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, en vertu de la US [Trade Facilitation and Trade Enforcement Act](#) (disponible en anglais seulement) de 2015; ou
 - b. Preuves crédibles soumises par une source digne de foi, y compris, sans s'y limiter, des organismes non gouvernementaux.

4. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si l'entrepreneur a, dans les trois années précédentes, été reconnu coupable de l'une des infractions suivantes inscrites au Code criminel ou dans la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés :
- Code criminel*
- i. article 279.01 (Traite des personnes);
 - ii. article 279.011 (Traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans);
 - iii. paragraphe 279.02(1) (Avantage matériel – traite de personnes);
 - iv. paragraphe 279.02(2) (Avantage matériel – traite de personnes de moins de dix-huit ans);
 - v. paragraphe 279.03(1) (Rétention ou destruction de documents – traite de personnes);
 - vi. paragraphe 279.03(2) (Rétention ou destruction de documents – traite de personnes de moins de dix-huit ans); ou *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*
 - vii. article 118 (Trafic de personnes).
5. Le Canada peut résilier le contrat pour manquement en vertu de l'article 2030 31 – Manquement de la part de l'entrepreneur, si l'entrepreneur a, dans les trois années précédentes, été reconnu coupable d'une infraction qui a été commise dans un pays autre que le Canada et qui, de l'avis du Canada, est semblable à l'une des infractions précisées aux paragraphes 4(i) à (vii).
6. Afin de déterminer si une infraction commise à l'étranger est semblable à une infraction répertoriée, TPSGC tiendra compte des facteurs suivants :
- i. dans le cas d'une condamnation, si la cour a agi dans les limites de sa compétence;
 - ii. si le fournisseur s'est vu accorder le droit de comparaître devant la cour pendant la poursuite judiciaire ou de se soumettre à la compétence de la cour;
 - iii. si la décision de la cour a résulté d'une fraude; ou
 - iv. si le fournisseur a pu présenter à la cour toute défense à laquelle il aurait eu droit si les procédures judiciaires s'étaient déroulées au Canada.
7. Si le Canada a l'intention de résilier le contrat en vertu du présent article, il informera l'entrepreneur et lui donnera l'occasion de présenter des observations écrites avant de prendre une décision définitive. Les observations écrites doivent être soumises dans les 30 jours suivant la réception d'un avis concernant des préoccupations, à moins que le Canada ne fixe un délai différent.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

1031-2 (2012-07-16), Principes des coûts contractuels, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

4006 (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 365 jours inclusivement

7.3.2 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 20 octobre 2022.

7.3.4 Points de livraison

Les biens doivent être livrés conformément aux Incoterms 2010 (rendu droits acquittés) à l'endroit suivant :

Garde Côtière Canadienne
9860 Route Saanich Ouest
Sidney, BC

V8L 4B2
Canada

7.4 Responsable

7.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : André Godin
Titre : Gestionnaire, Acquisition marine
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse: 1230 rue du Gouvernement , Suite 401
Victoria, BC, V8W 3X4, Canada
Téléphone : 250-216-2504
Courriel : andre.godin3@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.4.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : AED
Titre : AED
Organisation : AED
Adresse : AED
Téléphone : AED
Courriel : AED

En son absence, le chargé de projet est :

Nom : AED
Titre : AED
Organisation : AED
Adresse : AED
Téléphone : AED
Courriel : AED

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.4.3 Responsable de l'inspection

Le responsable technique est le responsable de l'inspection. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis aux termes du contrat sont soumis à une inspection par le responsable de l'inspection ou son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de

l'Énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable de l'inspection, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement. Toute communication avec l'entrepreneur concernant la qualité des travaux exécutés conformément au présent contrat doit se faire sous forme de correspondance officielle par l'intermédiaire de l'autorité contractante.

Le responsable de l'inspection peut désigner un inspecteur technique (IT), un représentant de l'assurance de la qualité (RAQ) ou un responsable du génie technique (RGT), et se faire représenter par celui-ci.

Représentant de l'entrepreneur

Personne-ressource pour :	Nom	Téléphone	Courriel
Questions relatives à la passation de contrats			
Problèmes techniques			
Questions liées à la facturation			

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

Pour les travaux décrits dans L'Annexe A- Besoin

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé _____ un prix ferme, selon un montant total de _____ \$. Les droits de douane inclus et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limitation de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.3 Paiements d'étape - assujetti à une retenue

1. Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de **90** p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - b. la somme de tous les paiements d'étape effectués par le Canada ne dépasse pas **90** p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - c. toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés;
 - d. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.

7.5.4 Calendrier des étapes :

Voici le calendrier des étapes selon lequel les paiements seront faits dans le cadre du contrat :

Numéro de l'étape	Renvoi à l'Énoncé des travaux	Produit livrable	Pourcentage du prix total du contrat (taxes en sus)	Date cible ou date de livraison (à insérer lors de l'attribution du contrat)
1	6.2	Documents de production et de conception	25 %	
2		Composantes du CVCA	55 %	
3	4	Instruction d'installation et mise en marche	10 %	
4	6.1 et 6.3	Livraison	10 %	

7.5.5 Clauses du Guide des CCUA

C0711C (2008-05-12) Contrôle du temps

H4500C (2010-01-11) Droit de rétention - article 427 de la *Loi sur les banques*

7.5.6 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- Dépôt direct (national et international) ;
- Échange de données informatisées (EDI) ;
- Virement télégraphique (international seulement) ;

7.6 Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif - aucun document à l'appui exigé

- L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif.
Chaque demande doit présenter:
 - toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
 - toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
 - la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.
- Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.

3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer au responsable technique identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

Le responsable technique fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

La facture doit être établie à l'ordre de :

Ministère des pêches et océans
Garde Côtière Canadienne
Ingénierie Marine
9860 Route Saanich Ouest
PO BOX 6000,
Sidney, B.C. V8L 4B2
À l'attention de : Lori Stoke

Une copie de la facture électronique doit être envoyée pour approbation à :

PAC.MARINE@pwgsc-tpsgc.gc.ca À l'attention de : André Godin

7.7 Attestations et renseignements supplémentaires

7.7.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.8 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

- b) les conditions générales supplémentaires 1031-2 (2012-07-16), Principes des coûts contractuels, et 4006 (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- c) les conditions générales 2030 (2020-05-28), Conditions générales — besoins plus complexes de biens;
- d) l'Annexe « A », Besoin;
- e) l'annexe B, Base de paiement;
- f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'annexe D, Exigences relatives aux assurances;
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.: « clarifiée le _____ » **ou** « modifiée le _____

7.10 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* **A9006C (2012-07-16)**, Contrat de défense

7.11 Réunion

Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage pourrait être organisée et présidée par l'autorité contractante dans les installations de réparation jusqu'à trois (3) semaines avant le début de la période des travaux.

7.11.2 Réunions sur l'état d'avancement des travaux

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, seront organisées sur les lieux de travail/dans les installations de l'entrepreneur, au besoin, généralement une fois par mois. Des réunions intermédiaires pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le gestionnaire de contrats (projet), le gestionnaire de la production (superviseur) et le gestionnaire de l'assurance de la qualité. Les réunions d'avancement comprendront généralement des réunions techniques devant être présidées par le responsable technique.

7.12 Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants

L'autorité contractante doit être avisée, par écrit, de tout changement apporté à la liste des sous-traitants, avant qu'ils commencent à travailler.

Lorsqu'un entrepreneur sous-traite certains travaux, un exemplaire du bon de commande de sous-traitance doit être remis à l'autorité contractante. En outre, l'entrepreneur doit surveiller les progrès de la sous-traitance et informer le responsable de l'inspection ou son remplaçant désigné des étapes pertinentes des travaux afin d'en permettre l'inspection lorsque l'inspecteur le juge nécessaire.

7.13 Calendrier de projet

L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante et aux responsables techniques un calendrier préliminaire de projet au plus tard trois (3) jours ouvrables après l'attribution du contrat.

L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante et aux responsables techniques un calendrier détaillé des travaux précisant les dates de début et d'achèvement des travaux au cours de la période des travaux, y compris des dates cibles réalistes pour les jalons importants, au plus tard cinq (5) jours ouvrables avant le début des travaux. Pendant la période des travaux, le calendrier sera réévalué sur une base continue par le responsable de l'inspection et par l'entrepreneur, mis à jour au besoin et disponible dans le bureau de l'entrepreneur aux fins d'examen par les autorités du Canada pour déterminer l'avancement des travaux.

Les horaires doivent être révisés sur une base prédéfinie. Les calendriers révisés doivent montrer l'effet de l'avancement des travaux et des résultats des travaux approuvés. Toute modification apportée aux dates de la période contractuelle des travaux du en raison de travaux non planifiés ne sera pas acceptée, sauf si elle est négociée conformément à l'article 7.15, Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires.

7.14. Inspection et acceptation

Les responsables techniques sont les responsables de l'inspection. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat sont soumis à une inspection par le responsable de l'inspection ou son représentant. Si des rapports, des documents ou des biens ou services sont jugés non conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et non satisfaisants selon le responsable de l'inspection, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.15 SACC Manual Clauses

B7500C	(2006-06-16),	Marchandises excédentaires
D9002C	(2007-11-30),	Ensembles incomplets
D2025C	(2017-08-17),	Matériaux d'emballage en bois
A9019C	(2011-05-16),	Élimination de déchets dangereux
D2000C	(2007-11-30),	Marquage
D2001C	(2007-11-30),	Étiquetage
A9055C	(2010-08-16),	Rebuts et déchets
A9068C	(2010-01-11),	Règlements concernant les emplacements du gouvernement
B5007C	(2010-01-11),	Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires
A2000C	(2006-06-16),	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.16 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

ANNEXE « A » BESOIN

**NGCC John P. Tully
F1782-21C020**

**Énoncé des exigences relatives au système de
chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air des
emménagements principaux**

23 août 2021

**Révision 1
Novembre 12, 2021**

**Préparé par :
Ingénierie navale/Services techniques intégrés
Région de l'Ouest**

CVCA

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. BESOIN

- 1.1.1. Fournir et livrer un appareil de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA) pour les emménagements selon les spécifications pour remplacer le système existant.
- 1.1.2. Fournir et livrer des instructions pour l'installation et l'intégration avec les conduits de ventilation existants du navire.
- 1.1.3. L'entrepreneur doit livrer l'équipement de CVCA à la Garde côtière canadienne au 9860 chemin West Saanich, Sidney (C.-B.) V8L 4B2.

1.2. INSTALLATION

- 1.2.1. Le fournisseur ne sera pas responsable de l'installation dans ce contrat.. Le fournisseur ne sera pas responsable de l'installation dans le cadre de ce contrat, mais sera engagé à une date ultérieure pour la consultation du représentant spécial du gouvernement fédéral (RSF) pendant l'installation et la mise en service au cours de la période de radoub à quai des navires dans le chantier naval sélectionné sur la côte ouest du Canada ou à l'Institut des sciences de la mer à Sidney, en C.-B.
- 1.2.2. Le système de CVCA sera installé dans le compartiment où se trouve l'équipement de CVCA existant à bord du navire.

1.3. CALENDRIER

- 1.3.1. L'équipement de CVCA, y compris tous les composants du système, doit être livré avant le 20 Octobre , 2022.

1.4. CERTIFICATION DE LA CLASSE

- 1.4.1. La conception finale et les modèles d'équipement doivent être soumis à ABS pour examen afin de s'assurer que le système est conforme aux règlements de Transports Canada. Le NGCC John P Tully n'est pas tenu de se conformer à la réglementation ABS

1.5. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION

- 1.5.1. L'American Bureau of Shipping (ABS) a été choisi dans le cadre du Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO) pour inspecter le NGCC John P Tully au nom de Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada (SSMTC).
- 1.5.2. La réglementation et les normes suivantes doivent être respectées lors de la conception, de la construction et de la création de plans d'essai pour le système de CVCA :
 - 1.5.2.1. *Règlement fédéral sur les halocarbures* de 2003;

- 1.5.2.2. *Règlement sur la santé et la sécurité au travail en milieu maritime* (DORS/2010-120);
- 1.5.2.3. Normes d'électricité régissant les navires de SMTCC, TP-127F;
- 1.5.2.4. *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* (LMMC 2001);
- 1.5.2.5. *Règlement sur les machines de navires.*

1.6. INSPECTION PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

- 1.6.1. L'entrepreneur doit fournir des renseignements préliminaires pour l'approbation de la GCC. La conception doit inclure les informations dimensionnelles, la description du concept et le type d'équipement ou les modèles proposés pour l'AHU, le chauffage et le climatiseur. Cette information doit être fournie lorsqu'elle est disponible, mais au plus tard 2 semaines après l'attribution du contrat. La GCC fournira l'approbation dans les 2 semaines suivant la réception.

1.7. CORRESPONDANCE

- 1.7.1. Des copies de toute la correspondance applicable à la conformité réglementaire des travaux entre l'entrepreneur et l'ABS ou tout organisme reconnu (OR) approuvé par TC doivent être fournies à l'autorité technique (AT) dans les sept (7) jours suivant sa création ou sa réception.

1.8. INTERPRÉTATION

- 1.8.1. Les mots « doit », « devra », « requis » et « obligatoire », où qu'ils soient mentionnés dans le présent énoncé de travail (EDT) ou dans les règlements, les spécifications, les normes ou les codes cités en référence, doivent être interprétés comme des obligations pour l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux dans le prix du contrat.
- 1.8.2. En cas de divergence entre le présent énoncé des besoins et les autres codes, normes, règles ou règlements cités en référence, ces derniers auront la préséance.
- 1.8.3. Les références indiquées entre crochets telles que [7.3.2] renvoient aux numéros des sections, sous-sections et paragraphes du présent énoncé des besoins.

1.9. CARACTÉRISTIQUES DU NAVIRE

Nom :	NGCC John P. Tully
Type :	Navire de recherche en mer
Classe :	SOLAS long courrier – Non à passagers
Année de construction :	1985
Dimensions principales :	
Longueur :	68,9 m
Largeur hors membrures :	14,0 m
Tirant d'eau à pleine charge :	4,90 m
Tonnage (déplacement) :	De 2123,3 t à 4 514 m millions de litres d'eau par jour.
Propulsion	2 Deutz S/BV8M 628 1 boîte d'engrenages DVA Reintjes 1 hélice à pas variable Kamewa

1.10. ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

IACS	Association internationale des sociétés de classification
Inspecteur	Responsable de l'inspection ou inspecteur (comme défini dans le contrat)
IR	Installation de réparation
OR	Organisme reconnu – membre de l'IACS reconnu par SSMTC
Règles	Règles, normes et codes de classification de l'un des membres de l'IACS
AT	Autorité technique (tel que défini dans le contrat)
SSMTC/SMTC	Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada
EB	Énoncé des besoins
CVCA	Chauffage, ventilation et conditionnement d'air
Travaux	Tels que définis dans le cadre du contrat
ABS	American Bureau of Shipping
PIND	Programme d'inspection des navires désignés

1.11. MEMBRES DE L'IACS RECONNUS PAR TRANSPORTS CANADA

1.11.1. Les membres de l'IACS qui sont reconnus par la Sécurité et la sûreté maritimes de Transports Canada (SSMTC) sont les suivants :

- 1.11.1.1. American Bureau of Shipping;
- 1.11.1.2. Bureau Veritas;
- 1.11.1.3. Class NK;
- 1.11.1.4. DNV GL;
- 1.11.1.5. Korean Register;
- 1.11.1.6. Lloyd's Register;
- 1.11.1.7. RINA Services, SpA.

1.12. ÉQUIPEMENT EXISTANT

1.12.1. L'équipement actuel est le suivant :

1.12.1.1. Refroidisseur n° 1

- Marque : Carrier
- N° de modèle : 30HWB-040
- Capacité nominale de 40 tonnes
- Emplacement : Salle de ventilation à tribord – Pont de gaillard d'avant

1.12.1.1.1. Description : un refroidisseur de 40 tonnes qui n'est actuellement pas en service. Le système consiste en une boucle d'eau réfrigérée/de glycol avec un refroidisseur, un évaporateur, une pompe, deux réservoirs tampons, un serpentin refroidi à l'eau (dans l'appareil de traitement de l'air) et une soupape à trois voies pour le contrôle de la température. Appareil de climatisation = 29 po de longueur x 36 po de largeur x max. 101 po de hauteur.

1.12.1.2. Appareil de traitement de l'air

- 1.12.1.2.1. Marque : Ventilateurs Tri-Metal
- 1.12.1.2.2. Modèle : 33SWSI AF
- 1.12.1.2.3. Numéro de série : F-1741-AHU-1
- 1.12.1.2.4. Conduite d'amenée : 760 X 300
- 1.12.1.2.5. Filtre n° 9; type : DC-2 ; dimensions : 24 po x 24 po
- 1.12.1.2.6. L'appareil de traitement de l'air et le plénum utilisent un ventilateur d'alimentation de 15 HP contrôlé par un variateur de vitesse situé dans la salle de commande des machines.
- 1.12.1.2.7. Le variateur de vitesse est utilisé pour le démarrage progressif et la commutation entre les deux vitesses, basse et haute.
- 1.12.1.2.8. Un T775F Honeywell contrôle la soupape à trois voies.
- 1.12.1.2.9. L'air est filtré par des matériaux filtrants, passe par un serpentin refroidi à l'eau, un chauffage électrique et un ventilateur de soufflage principal vers deux circuits de conduits. L'un des circuits alimente les ponts principal et inférieur, l'autre alimente le pont de gaillard d'avant. Le compartiment du système de CVCA fait office de plénum, rafraîchit l'air et retourne les clapets contrôlés par des actionneurs Belimo et un dispositif T775E Honeywell.
- 1.12.1.2.10. L'appareil de traitement de l'air comprend un filtre, un stérilisateur et un humidificateur = 109 po de longueur x 86 po de largeur x 76 po de hauteur

1.12.1.3. Chauffage électrique

- Marque : Chromalox Canada
- N° de modèle : CCP-1368
- N° de série : 84-6385 X/84
- 480 V, 3 PH, 100 kW

- Nombre d'éléments : 36
- Emplacement : Salle des ventilateurs à bâbord - pont de gaillard d'avant
- Éléments chauffants électriques regroupés en trois étages, n°1-25 kW, n° 2-25 kW et n° 3-50 kW. Contrôlés par Honeywell T775F. L'alimentation est fournie par le disjoncteur principal du tableau de distribution, P8, 460 V, 175 AT.

1.12.1.4. Ventilateur de soufflage

- Marque : ventilateurs Tri-Metal
- N° de modèle : 33AF
- 15 HP, 1050 tr/min, 460 V, 3 PH
- Réf n° F1741
- Emplacement : Salle des ventilateurs – pont de gaillard d'avant

1.12.1.5. Pompe de refroidissement à l'eau de mer

- Marque : Bell and Gossett
- N° de modèle : 2BCBF
- N° de série : 1510
- Roue 8¼, 212 gal/min, tête de 50 pi, 5 HP, 1 800 tr/min
- Emplacement : salle des machines
- La pompe à glycol se trouve sur un disjoncteur à 460 V c. a et 15 ampères, avec un câble 12 ou 14 AWG.

1.13. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

N°	TITRE	Numéro de référence
1	Disposition des conduits de ventilation, 1 de 3	J12-302-117
2	Disposition des conduits de ventilation des ponts supérieur et de gaillard d'avant, feuille 2	J12-302-117
3	Disposition des conduits de ventilation du pont principal et inférieur, feuille 3 de 3	J12-302-117
4	Schéma de refroidissement de l'eau brute	J12-302-34
	Schéma unifilaire du système électrique	J12-2010
	Amélioration de la ventilation du pont de gaillard d'avant et de la cuisine	J12-5834A-7.02-1

2. EXIGENCES TECHNIQUES

2.1. DESCRIPTION GÉNÉRALE

- 2.1.1. L'entrepreneur doit fournir un appareil de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA) qui a la même capacité que celui qui est actuellement installé dans le local des machines actuel sur le NGCC John P. Tully et qui satisfait à l'ensemble des normes et des règlements applicables. De plus, ce système doit inclure un contrôle de l'humidité.
- 2.1.2. Le système de CVCA doit avoir la même capacité que celui existant. Chaque zone doit avoir un thermostat pour réchauffer et déshumidifier.
- 2.1.3. Le système doit être installé dans le local des machines et doit pouvoir fonctionner à une température ambiante comprise entre -5 et 45 degrés Celsius, une humidité relative ambiante égale ou inférieure à 95 %, un roulis de 20 degrés et un tangage de 10 degrés.
- 2.1.4. Le système de CVCA doit comprendre un humidificateur capable de fournir et de maintenir une humidité relative comprise entre trente (30) pour cent minimum et soixante-dix (70) pour cent maximum. Les opérations générales doivent être maintenues entre 40 % et 50 %. Les contrôles d'humidité précédents ne sont plus en place et l'alimentation en eau existante est disponible.
- 2.1.5. L'équipage du navire doit avoir accès au système de CVCA pour effectuer l'entretien de tous les composants.
- 2.1.6. L'empreinte du système de CVCA ne doit pas dépasser l'empreinte des appareils actuels. Appareil de traitement d'air comprenant le filtre, le stérilisateur et l'humidificateur = 109 po de longueur x 86 po de largeur x 76 po de hauteur ; appareil de conditionnement d'air = 29 po de longueur x 36 po de largeur x max. 101 po de hauteur.
 - 2.1.6.1. Le système CVCA doit pouvoir fonctionner sur le courant alternatif triphasé de 460 volts et 60 Hz du navire (réf. : schéma unifilaire du système électrique) :
 - 2.1.6.1.1. Disjoncteur principal du tableau de distribution des emménagements – P8-460 V-175 AT.
 - 2.1.6.1.2. Disjoncteur principal alternatif du tableau de distribution des emménagements – P25-460 V-150 AT.
 - 2.1.6.1.3. Ventilateur principal des emménagements, PCM n° 5 dans PCM-1-M5 avec variateurs électroniques-50 AT-460 V.
- 2.1.7. Le système de CVCA doit comprendre, au minimum :
 - 2.1.7.1. Un système de climatisation à refroidissement par eau sur boucle de glycol muni d'un échangeur thermique fonctionnant à l'eau de mer d'une capacité de refroidissement nominale minimale de 40 tonnes. La conception doit prévoir l'évacuation des condensats. La conduite d'approvisionnement en eau de mer est déjà en place.

- 2.1.7.2. L'appareil de traitement de l'air doit comprendre un ventilateur et un moteur efficaces pour s'adapter aux conduits existants; voir les dessins de référence pour la disposition des conduits de ventilation. Cet appareil doit comprendre un nouveau chauffage électrique qui permet l'accès pour l'entretien. Le chauffage électrique doit être de 100 kW et groupé en 4 étages d'au moins 25 kW chacun.
- 2.1.7.3. Le système de CVCA doit être doté de tous les composants nécessaires au fonctionnement, à l'évacuation du frigorigène et à l'isolation.
- 2.1.7.4. Le côté haute pression de l'appareil de traitement de l'air doit être doté d'un cadre pour les filtres à air régénérables et comprendre un accès permettant à l'équipage du navire de changer les filtres.
- 2.1.7.5. Les entrées et sorties d'air doivent être du type autodrainant.
- 2.1.7.6. Panneau de contrôle avec les capacités suivantes :
- 2.1.7.6.1. Fournir une alarme et une surveillance pour les éléments suivants :
- 2.1.7.6.1.1. Compresseur à haute et basse pression
- 2.1.7.6.1.2. Surcharges
- 2.1.7.6.1.3. Pression d'huile – Compresseur
- 2.1.7.6.1.4. Défaillance du groupe de condensation
- 2.1.7.6.1.5. Défaillance du moteur du ventilateur
- 2.1.7.6.1.6. Alarme de basse température
- 2.1.7.6.2. Doit pouvoir être connecté au système principal d'alarme et de surveillance du navire.
- 2.1.8. Tous les ventilateurs, moteurs et compresseurs doivent être installés sur des supports élastiques.
- 2.1.9. Tout l'acier galvanisé utilisé dans les boîtiers et les conduits doit être au minimum de calibre 14. Tous les nouveaux conduits doivent être équipés de panneaux d'accès pour le nettoyage. Les panneaux doivent être suffisamment grands pour permettre le nettoyage et l'inspection et permettre l'accès à des endroits se trouvant à au moins 5 pieds.
- 2.1.10. Le système de CVCA doit être entièrement automatisé et pouvoir fonctionner en continu.
- 2.1.11. Tous les composants et toutes les vannes doivent être marqués d'un marquage permanent faisant référence à leur emplacement schématique et à leur description opérationnelle en anglais.
- 2.1.12. Préférence facultative :
- 2.1.12.1. Le système de climatisation doit être réparti sur 2 ou 3 étages pour la redondance et le contrôle de la capacité.
- 2.1.12.2. Réutilisation du variateur de vitesse existant situé dans la salle de commande des machines.
- 2.1.12.2.1. Fabricant Schneider Electric
- 2.1.12.2.2. Modèle ATV312HD15N4
- 2.1.12.2.3. Entraînement (HP) 20

- 2.1.12.2.4. Moteur de ventilateur (HP) 15
- 2.1.12.2.5. Tension 460 V c.a.
- 2.1.12.2.6. Intensité maximale du moteur 19 A
- 2.1.12.2.7. Réglage actuel :
 - 2.1.12.2.7.1. ARRÊT Le ventilateur est éteint. Ne peut être démarré à partir d'aucun emplacement distant.
 - 2.1.12.2.7.2. LENT Le ventilateur fonctionne à 40 Hz.
 - 2.1.12.2.7.3. RAPIDE Le ventilateur fonctionnera à la vitesse 2 (V2). La vitesse par défaut est de 55 Hz.

2.1.12.3. Système de climatisation sur support muni de compresseurs et condenseur à refroidissement par eau dans la partie inférieure permettant d'installer un appareil de traitement de l'air modulaire au-dessus.

2.2. CONTRAINTES – NON UTILISÉES

2.3. OUTILS SPÉCIAUX

- 2.3.1. L'entrepreneur doit identifier tous les outils à usage spécial, généralement non disponibles dans le commerce, qui sont nécessaires pour l'assemblage, l'inspection de routine ou l'entretien du système de CVCA. L'entrepreneur doit fournir tous les outils de ce genre lors de la livraison du système de CVCA.

3. EXPÉDITION ET LIVRAISON

- 3.1.1. Outre les exigences générales relatives à l'expédition et à la livraison qui sont énoncées dans le contrat, l'entrepreneur doit veiller à ce que tous les composants susceptibles d'être soumis à l'usure ou à des dommages dus au transport soient correctement conservés, emballés et protégés. Tout dommage ou usure subi(e) lors du transport doit être corrigé(e) par l'entrepreneur avant l'assemblage ou l'installation à bord du navire.

4. TESTS et ESSAIS

4.1. GÉNÉRALITÉS

4.2. INSTRUCTIONS D'INSTALLATION ET DE MISE EN MARCHÉ

- 4.2.1. Les instructions de montage sur le site doivent être suffisamment détaillées pour assurer un montage adéquat et efficace par le chantier naval sélectionné. Ces instructions doivent comprendre les procédures permettant au personnel du chantier maritime de déballer, de poser et d'assembler correctement le système de CVCA.
- 4.2.2. L'entrepreneur doit fournir les renseignements nécessaires à la Garde côtière pour élaborer un cahier des charges d'installation dans un délai de trois mois suivant l'attribution du contrat. Les renseignements qui peuvent être demandés sont les suivants :
- 4.2.2.1. L'entrepreneur doit fournir un plan d'installation détaillé qui comprend les connexions pour l'électricité, le raccordement des conduits de ventilation, l'alimentation et l'évacuation de l'eau de refroidissement.

4.2.2.2. Les procédures de mise en service doivent être suffisamment détaillées pour que les composants mécaniques, électriques et de tuyauterie soient correctement raccordés, terminés et préparés pour l'exploitation par le chantier naval.

4.2.2.3. Les procédures de démarrage initial doivent être fournies avec des instructions étape par étape.

4.3. INSPECTION FINALE ET ACCEPTATION

4.3.1. L'autorité technique, ou son représentant, procédera à l'inspection finale et informera l'autorité contractante lorsque les travaux seront prêts à être acceptés conformément au contrat.

5. REPRÉSENTANT DES SERVICES TECHNIQUES

5.1. CONTRAT DISTINCT

5.1.1. Le chantier naval/l'installation de réparation sera responsable individuellement d'engager un représentant des services techniques, si nécessaire.

6. PRODUITS LIVRABLES

6.1.1. Un système de CVCA complet, comme décrit dans les sections [2.1 à 2.3].

6.1.2. Tous les outils à usage spécial nécessaires à l'entretien de l'appareil.

6.2. DOCUMENTS DE PRODUCTION ET DE CONCEPTION

6.2.1. L'entrepreneur doit fournir des renseignements préliminaires pour l'installation, y compris des renseignements sur les dimensions, les marques et les modèles de l'équipement et des accessoires. Ces informations doivent être fournies dans les deux (2) semaines suivant l'attribution du contrat. Les informations doivent être en format PDF et doivent être soumises à l'autorité technique par courrier électronique.

6.2.2. L'entrepreneur doit fournir un plan d'installation détaillé et des instructions à l'AT dans les trois (3) mois suivant l'attribution du contrat.

6.3. DOCUMENTS LIVRABLES DÉFINITIFS

6.3.1. L'entrepreneur doit fournir un dossier d'information définitif avec le système de CVAC :

6.3.1.1. Instructions de mise en marche ;

6.3.1.2. Un manuel d'exploitation et d'entretien (une copie électronique en anglais et en français, 2 copies papier en anglais) qui doit comprendre :

6.3.1.2.1. Instructions d'utilisation,

6.3.1.2.2. Instructions d'entretien,

6.3.1.2.3. Instructions concernant la découverte de défaillances,

6.3.1.2.4. Dessins de la disposition générale,

- 6.3.1.2.5. Schémas de disposition générale du câblage et des commandes,
- 6.3.1.2.6. Schéma des composants électriques et index d'identification des pièces,
- 6.3.1.2.7. Listes d'outils et de pièces de rechange;
- 6.3.2. Les copies électroniques de la documentation doivent être à la fois en format PDF et dans le format source original, soit Word ou Excel ou AutoCAD, dernière version.

7. GARANTIE

- 7.1.1. Les exigences minimales en matière de garantie sont énoncées dans le contrat.
- 7.1.2. Aux fins de l'installation, il peut être nécessaire de démonter divers composants et de les remonter par la suite. Si le démontage et le remontage sont nécessaires, cette pratique ne doit pas invalider la garantie du fabricant.
- 7.1.3. La période de garantie doit commencer au moment de l'acceptation de l'appareil par le Canada et être valable pendant 12 mois. Le Canada préfère une garantie plus longue.

FIN DU DOCUMENT

ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT

Remarque à l'intention du soumissionnaire : L'annexe B constituera la base de paiement du contrat subséquent et ne doit pas être remplie à l'étape de présentation des soumissions.

B1. Prix du contrat

Les prix comprennent la fourniture de l'ENSEMBLE de la main-d'œuvre, des outils, de l'équipement et des matériaux, du transport, du kilométrage, de l'hébergement et des repas nécessaires. Aucuns autres frais ne seront autorisés.

N°	Description	Prix unitaire	Nombre d'unités	Prix de lot
a.	Travaux connus Pour les travaux et le matériel, la conception, présentés à l'annexe A – Besoin (excluant frais d'expédition) Pour un PRIX FERME de (\$ CA) :	\$	1	\$
b.	Frais d'expédition (a. aux présentes) Frais d'expédition composantes CVCA selon les modalités du contrat. Pour un PRIX FERME de (\$ CA) :	\$	1	\$
c.	Douanes et droits de douane (a. aux présentes) Frais de douane et droits d'expédition Pour un PRIX FERME de (\$ CA) :	\$	1	\$
d.	Prix évalué (de a. à c.) Les taxes applicables sont en sus. Pour un PRIX FERME de (\$ CA) :			\$

LIVRAISON OFFERTE DÈS LA RÉCEPTION DE LA COMMANDE au plus tard le 20 Octobre 2022

Remarque : Le « coût total estimatif » ou le « coût total révisé », tel qu'il est indiqué à la page 1 du contrat ou de la modification au contrat, comprend une estimation des taxes applicables (voir les Conditions générales).

B.2 Tous les prix sont en dollars canadiens, taxes applicables en sus et droits de douane inclus.

B.3 Travaux non prévus :

A. Ventilation des prix :

L'entrepreneur doit, sur demande, fournir une ventilation des prix de tous les travaux non prévus par activités particulières, en indiquant les catégories de main-d'œuvre, les heures-personnes, le matériel, les contrats de sous-traitance et les services.

B. Prix calculés au prorata :

Les heures et les prix pour les travaux non prévus seront calculés à partir de données passées comparables pertinentes pour des travaux semblables effectués à la même installation ou seront déterminés proportionnellement aux coûts des travaux proposés dans le contrat pour les mêmes zones du navire.

C. Paiement pour les travaux non prévus :

L'entrepreneur sera payé pour les travaux non prévus autorisés par le Canada. Les travaux non prévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) X ____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, incluant les coûts indirects et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une majoration de 10 %, ainsi que les taxes applicables calculées selon le coût total du matériel et de la main-d'œuvre.

Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

B3.1 Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des heures de travail pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents. Les éléments des frais de main-d'œuvre connexes identifiés au point B2.2, ne seront pas négociés, mais seront rémunérés conformément à la clause B2.2.

B3.2 Indemnité pour les *frais de main-d'œuvre connexes*, notamment : la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, l'établissement d'estimations et les avantages sociaux (contribution de l'entrepreneur uniquement), sera incluse au titre des frais généraux pour établir le taux de rémunération indiqué à la clause B2 ci-dessus.

B3.3 Le taux de majoration de 10 % applicable aux matériaux s'appliquera également aux frais sous-traités. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour la main-d'œuvre en ce qui concerne l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

B4 Heures supplémentaires

1. L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires aux termes du contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation des heures supplémentaires et d'un rapport contenant tous les détails relativement aux heures supplémentaires effectuées conformément à l'autorisation écrite.

Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit :

Prime pour taux et demi : ____ \$ de l'heure; ou

Prime pour taux double : ____ \$ de l'heure.

Les prix ci-dessus seront calculés en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'œuvre directs, plus des avantages sociaux approuvés, plus un bénéfice de 7,5 p. 100 sur la main-d'œuvre et les avantages sociaux. Ces taux resteront fixes pendant toute la durée du contrat, y compris toutes ses modifications, et sont sujets à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

ANNEXE »C » EXIGENCE EN MATIÈRE D'ASSURANCES

C.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.

- n. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.
- o. **Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

C.2 Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F1782-21C020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1782-21C020/

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
XLV-1-44048

Id de l'acheteur - Buyer ID
XLV176
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS - INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;

ANNEXE « E » CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES

1. La partie technique de la soumission sera évaluée en fonction des critères techniques obligatoires figurant dans le tableau D1 et des critères techniques cotés figurant dans le tableau D2.
2. Pour un critère donné, la soumission doit inclure tous les renseignements permettant de démontrer de manière suffisante la conformité au critère.
3. La soumission technique doit comprendre un tableau D1 et un tableau D2 remplis qui renvoient aux endroits appropriés de la soumission où figurent ces renseignements.
4. Le gouvernement du Canada ne fera pas de suppositions concernant les réponses incomplètes ou imprécises. Le gouvernement du Canada n'évaluera que la documentation fournie dans le cadre de la soumission.
5. Le gouvernement du Canada n'évaluera pas les renseignements tels que les renvois à des adresses de sites Web dans lesquels figurent des renseignements supplémentaires ou les manuels et brochures techniques qui ne sont pas joints à la soumission.
6. À défaut d'inclure les renseignements pour un critère obligatoire donné, la soumission sera déclarée non recevable pour ce critère.
7. Le tableau D2 présente le barème de notation pour chaque critère noté. Outre le pointage disponible qui est indiqué, aucun autre pointage ne sera fourni.
8. À défaut de fournir les renseignements pour un critère coté donné, aucun point ne sera accordé à la soumission pour ce critère.
9. La soumission doit obtenir le minimum (min) de points pour chaque critère d'évaluation technique sujet à une cotation par points pour être jugée recevable.

Tableau D1 : Critères techniques obligatoires

Arti cle	Référence de l'annexe A	Critères techniques obligatoires	Critère satisfait/non satisfait	Renvoi à la soumission
La soumission doit inclure les articles suivants :				
O1	2.1.1.	2.1.1. L'entrepreneur doit fournir un appareil de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA) qui a la même capacité que l'appareil actuellement installé dans le local des machines actuel sur le NGCC John P. Tully et qui satisfait à l'ensemble des normes et des règlements applicables. De plus, ce système doit inclure un contrôle de l'humidité.		
O2	2.1.2.	2.1.2 Le système de CVCA doit avoir la même capacité que celui existant. Chaque zone doit avoir un thermostat pour réchauffer et déshumidifier.		
O3	2.1.3.	2.1.3. Le système doit être installé dans le local des machines et doit pouvoir fonctionner à une température ambiante comprise entre -5 et 45 degrés Celsius, une humidité relative ambiante égale ou inférieure à 95 %, un roulis de 20 degrés et un tangage de 10 degrés.		
O4	2.1.4.	2.1.4. Le système de CVCA doit comprendre un humidificateur capable de fournir et de maintenir une humidité relative comprise entre trente (30) pour cent minimum et soixante-dix (70) pour cent maximum. Les opérations générales doivent être maintenues entre 40 % et 50 %. Les contrôles d'humidité précédents ne sont plus en place et l'alimentation en eau existante est disponible.		
O5	2.1.5.	2.1.5. L'équipage du navire doit avoir accès au système de CVCA pour effectuer l'entretien de tous les composants.		
O6	2.1.8.	2.1.8. Tous les ventilateurs, moteurs et compresseurs doivent être installés sur des supports élastiques.		
O7	2.1.9.	2.1.9. Tout l'acier galvanisé utilisé dans les boîtiers et les conduits doit être au minimum de calibre 14. Tous les nouveaux conduits doivent être équipés de panneaux d'accès pour le nettoyage. Les panneaux doivent être suffisamment grands pour permettre le nettoyage et l'inspection et permettre l'accès à des endroits se trouvant à au moins 5 pieds.		
O8	2.1.10.	2.1.10. Le système de CVCA doit être entièrement automatisé et pouvoir fonctionner en continu.		
O9	5.3.1.	6.3.1. L'entrepreneur doit fournir un dossier d'information définitif avec le système de CVCA.		

Arti cle	Référence de l'annexe A	Critères techniques obligatoires	Critère satisfait/non satisfait	Renvoi à la soumission
<p>La soumission doit contenir les <u>données techniques du fabricant</u> qui démontrent clairement le respect des critères obligatoires ci-dessous :</p> <p>Prenez en note que les données techniques indiquées ailleurs dans la soumission qui ne figurent pas dans les données techniques du fabricant seront considérées comme acceptables.</p>				
O10	2.1.7.1	Un système de climatisation à refroidissement par eau sur boucle de glycol muni d'un échangeur thermique fonctionnant à l'eau de mer d'une capacité de refroidissement nominale minimale de 40 tonnes. La conception doit prévoir l'évacuation des condensats. La conduite d'approvisionnement en eau de mer est déjà en place.		
O11	2.1.7.2	L'appareil de traitement de l'air doit comprendre un ventilateur et un moteur efficaces pour s'adapter aux conduits existants; voir les dessins de référence pour la disposition des conduits de ventilation. Cet appareil doit comprendre un nouveau chauffage électrique qui permet l'accès pour l'entretien. Le chauffage électrique doit être de 100 kW et groupé en 4 étages d'au moins 25 kW chacun.		
O12	2.1.7.6	<p>2.1.7.6 Panneau de contrôle avec les capacités suivantes :</p> <p>2.1.7.6.1. Fournir une alarme et une surveillance pour les éléments suivants :</p> <p>2.1.7.6.1.1. Compresseur à haute et basse pression</p> <p>2.1.7.6.1.2. Surcharges</p> <p>2.1.7.6.1.3. Pression d'huile – Compresseur</p>		

		2.1.7.6.1.4. Défaillance du groupe de condensation 2.1.7.6.1.5. Défaillance du moteur du ventilateur 2.1.7.6.1.6. Alarme de basse température		
O13	2.1.6.1	Le système de CVCA doit pouvoir fonctionner sur le courant alternatif triphasé de 460 volts et 60 Hz du navire.		

Poi nt	Référence de l'annexe A	Critères techniques obligatoires	Critère satisfait/non satisfait	Renvoi à la soumission
La soumission doit inclure un <u>schéma détaillé</u> qui indique clairement les dimensions de l'équipement proposé. Les dimensions doivent être conformes aux critères obligatoires suivants :				
O14	2.1.6.	L'empreinte du système de CVCA ne doit pas dépasser l'empreinte des appareils actuels. Appareil de traitement de l'air comprenant le filtre, le stérilisateur et l'humidificateur = 109 po de longueur x 86 po de largeur x 76 po de hauteur; appareil de conditionnement d'air = 29 po de longueur x 36 po de largeur x max. 101 po de hauteur.		

Arti cle	Référence de l'annexe A	Critères techniques obligatoires	Critère satisfait/non satisfait	Renvoi à la soumission
La soumission doit comprendre une <u>documentation</u> qui indique clairement que le soumissionnaire entend répondre aux critères obligatoires suivants :				
O15	1.4.1.	La conception finale et les modèles d'équipement doivent être soumis à l'AT avant la construction ou la fabrication à des fins d'examen par l'ABS.		

N° de l'invitation - Solicitation No.
F1782-21C020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1782-21C020/

N° de la modif - Amd. No.
003
File No. - N° du dossier
XLV-1-44048

Id de l'acheteur - Buyer ID
XLV176
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

O16	1.6.1.	L'entrepreneur doit prévoir au moins 4 semaines pour l'examen. L'entrepreneur doit fournir des renseignements préliminaires pour l'approbation de la GCC. La conception doit inclure des renseignements sur les dimensions et les raccords. Ces renseignements doivent être fournis dans les six (6) semaines suivant l'attribution du contrat. La GCC donnera son approbation dans les quatre (4) semaines suivant la réception.		
-----	--------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Tableau D2 : Critères techniques cotés

Une cotation par points des critères techniques suivants sera effectuée.
La soumission doit obtenir le nombre minimal de 4 points requis pour les critères techniques cotés. La cotation s'effectue sur une échelle de 20 points.

Article	Référence de l'annexe A	Critères techniques cotés	Critères d'évaluation	Attribution de points	Renvoi à la soumission
P1	2.1.12.1	Le système de conditionnement d'air (CA) doit être réparti sur 2 ou 3 étages pour la redondance et le contrôle de la capacité. Pointage maximal : 10 points Pointage minimal : 4 points	Le système de CA est réparti sur 3 étages	10	
			Le système de CA est réparti sur 2 étages	7	
			Le système de CA est réparti sur 1 étage	4	
P2	2.1.12.3	Système de CA sur support muni de compresseurs et condenseur à refroidissement par eau dans la partie inférieure permettant d'installer un ATA modulaire au-dessus. Pointage maximal : 5 points Pointage minimal : 0 point	CA et ATA empiétés.	5	
			CA et ATA dans l'empreinte de l'ATA actuel.	3	
			Le CA convient à l'empreinte actuelle du CA, et l'ATA convient à l'empreinte actuelle de l'ATA.	0	
P3	2.1.12.2	Réutilisation du variateur de vitesse existant situé dans la salle de commande des machines. Pointage maximal : 5 points Pointage minimal : 0 point	Le variateur de vitesse peut être réutilisé tel quel.	5	
			L'utilisation du variateur de vitesse nécessite de l'équipement supplémentaire ou une reconfiguration.	3	
			Le variateur de vitesse n'est pas utilisé.	0	

ANNEXE « F » EVALUATION FINANCIERE

Instructions à l'intention des soumissionnaires

Le soumissionnaire doit entrer les prix dans le barème de prix ci-dessous.
Le soumissionnaire ne doit PAS inclure ses modalités dans sa soumission financière, sinon sa soumission pourrait être jugée non recevable.

F.1 Barème de prix

Les prix comprennent la fourniture de l'ENSEMBLE de la main-d'œuvre, des outils, de l'équipement et des matériaux, du transport, du kilométrage, de l'hébergement et des repas nécessaires. Aucuns autres frais ne seront autorisés.

N°	Description	Prix unitaire	Nombre d'unités	Prix de lot
a.	Travaux connus Pour les travaux et le matériel, la conception, présentés à l'annexe A – Besoin (excluant frais d'expédition) Pour un PRIX FERME de (\$ CA) :	\$	1	\$
b.	Frais d'expédition (a. aux présentes) Frais d'expédition composantes CVCA selon les modalités du contrat. Pour un PRIX FERME de (\$ CA) :	\$	1	\$
c.	Douanes et droits de douane (a. aux présentes) Frais de douane et droits d'expédition Pour un PRIX FERME de (\$ CA) :	\$	1	\$
d.	Prix évalué (de a. à c.) Les taxes applicables sont en sus. Pour un PRIX FERME de (\$ CA) :			\$
LIVRAISON OFFERTE DÈS LA RÉCEPTION DE LA COMMANDE au plus tard le 20 octobre 2022				

F.2 Tous les prix sont en dollars canadiens, taxes applicables en sus et droits de douane inclus.

F.3 Travaux non prévus

A. Ventilation des prix :

L'entrepreneur doit, sur demande, fournir une ventilation des prix de tous les travaux non prévus par activités particulières, en indiquant les catégories de main-d'œuvre, les heures-personnes, le matériel, les contrats de sous-traitance et les services.

B. Prix calculés au prorata :

Les heures et les prix pour les travaux non prévus seront calculés à partir de données passées comparables pertinentes pour des travaux semblables effectués à la même installation ou seront déterminés proportionnellement aux coûts des travaux proposés dans le contrat pour les mêmes zones du navire.

C. Paiement pour les travaux non prévus :

L'entrepreneur sera payé pour les travaux non prévus autorisés par le Canada. Les travaux non prévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) X ____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, incluant les coûts indirects et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une majoration de 10 %, ainsi que les taxes applicables calculées selon le coût total du matériel et de la main-d'œuvre.

Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

F.3.1 Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des heures de travail pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents. Les éléments des frais de main-d'œuvre connexes identifiés au point B2.2, ne seront pas négociés, mais seront rémunérés conformément à B2.2.

F.3.2 Indemnité pour les *frais de main-d'œuvre connexes*, notamment : la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, l'établissement d'estimations et les avantages sociaux (contribution de l'entrepreneur uniquement), sera incluse au titre des frais généraux pour établir le taux de rémunération indiqué à la clause B2 ci-dessus.

F.3.3 Le taux de majoration de 10 % applicable aux matériaux s'appliquera également aux frais sous-traités. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour la main-d'œuvre en ce qui concerne l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

F.4 Heures supplémentaires

1. L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires aux termes du contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation des heures supplémentaires et d'un rapport contenant tous les détails relativement aux heures supplémentaires effectuées conformément à l'autorisation écrite.

Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit :

Prime pour taux et demi : ____ \$ de l'heure; ou

Prime pour taux double : ____ \$ de l'heure.

2. Les prix ci-dessus seront calculés en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'œuvre directs, plus des avantages sociaux approuvés, plus un bénéfice de 7,5 p. 100 sur la main-d'œuvre et les avantages sociaux. Ces taux resteront fixes pendant toute la durée du contrat, y compris toutes ses modifications, et sont sujets à une vérification si le Canada le juge nécessaire.